

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MAI 1923.

Projet de loi modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du Banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DAVID.

MESSIEURS,

Aux termes de la loi du 24 mai 1888, le Banc d'épreuves de Liège est administré par un collège de six syndics nommés jusqu'à présent par un corps électoral choisi parmi les fabricants d'armes imposés au droit de patente.

Leur mandat était de trois ans. Deux d'entre eux étaient renouvelés chaque année. Le dernière élection a eu lieu en 1920,

Les nouvelles lois d'impôt ayant eu pour conséquence la suppression de l'impôt de patente, il est désormais impossible de former suivant les anciens errements les listes électorales nécessaires pour désigner ces syndics.

La nécessité s'impose donc d'organiser d'urgence sur de nouvelles bases la nomination de la commission administrative à laquelle doit être confiée la gestion du Banc d'épreuves.

Cette situation a attiré l'attention tant des intéressés que du Gouvernement depuis assez longtemps déjà.

(1) Projet de loi, n° 429 de la session 1921-1922.

(2) La Commission, présidée par M. DE LIEDEKERKE, était composée de MM. COLLEAUX, DAVID, DE LIEDEKERKE, FORTHOMME, HOEN, PIERCO, RAEMDONCK, RICHARD et TROCLET.

*
* *

Avant d'examiner la solution proposée, rappelons un principe dont s'est inspiré le législateur de 1888, et qui n'est pas sans importance dans l'ordre d'idées qui nous occupe.

Les dépenses du Banc sont supportées entièrement par les fabricants d'armes.

Le Trésor public n'y participe pas. Elles sont couvertes par les rétributions payées pour les épreuves.

Si, à la fin d'un exercice, un excédent de recettes est constaté, cet excédent est ristourné aux intéressés au prorata de leurs comptes d'épreuves. En cas d'insuffisance, le déficit est supporté par eux d'après la même règle (art. 7, loi du 24 mai 1888).

Tirons dès à présent la conséquence de cette disposition : Les fabricants ont intérêt à ce que leurs syndics administrent avec économie, et ne fassent pas de dépenses inutiles.

*
* *

D'autre part, cette institution, qui n'avait comme but à l'origine que d'offrir des garanties de sécurité aux acheteurs d'armes à feu, par les épreuves qu'elle instituait, s'est donné à elle-même, dans la suite, une seconde mission, non moins importante.

Grâce à l'esprit d'initiative et à l'intelligence de ses dirigeants, un laboratoire y a été annexé, ainsi qu'un bureau d'essais et de tir balistique, et des appareils spéciaux scientifiques de haute précision ont été acquis qui permettent des études et des expériences de toutes sortes.

C'est ainsi que les fabricants d'armes ont à leur disposition des instruments qu'ils n'auraient pu se procurer isolément et qui leur facilitent la découverte ou l'application de nombreux perfectionnements et c'est ainsi aussi que le banc d'épreuves contribue à la fois au progrès de la science et de l'industrie armurière.

L'armurerie liégeoise doit à coup sûr à cette institution quelque chose de sa belle réputation.

Pour l'élever à ce niveau, et pour l'y maintenir, il faut que les fabricants liégeois sachent s'imposer des sacrifices et des dépenses dont l'utilité n'apparaît pas toujours à tous au premier coup d'œil.

*
* *

Le choix des syndics sera donc inspiré fatalement par deux intérêts contradictoires. D'une part, on désire des dirigeants économes des deniers de tous, et d'autre part, ne négligeant pas les dépenses qui peuvent contribuer au perfec-

tionnement de l'industrie. Il importe de choisir des hommes qui sachent tenir compte dans une juste mesure de ces deux tendances.

La manière de les désigner n'est pas sans influence à cet égard.

Les Commissions élues suivant le système en vigueur jusqu'aujourd'hui, c'est-à-dire au suffrage restreint (57 électeurs sur 155 fabricants), ont mérité tous les éloges.

La bonne entente, d'ailleurs, a toujours régné entre les fabricants, qui avaient soin de mettre à leur tête des représentants des principales spécialités de leur industrie. En vertu d'une vieille tradition, notamment, deux sièges ont toujours été réservés aux représentants des petits fabricants.

. .

La loi du 24 mai 1888 n'imposait aucune condition d'éligibilité aux fonctions de syndic du Banc d'épreuves des armes à feu ; le projet en introduit une : « être de nationalité belge », afin d'écarter toute possibilité d'immixtions étrangères.

* *

Il impose la même condition aux électeurs des syndics.

De plus, il accorde le droit de vote aux fabricants d'armes de tout le pays et non plus aux seuls fabricants établis dans l'arrondissement de Liège.

La condition jadis imposée à ces fabricants pour être électeur : « être rangés par leur patente dans les neuf premières classes déterminées par la loi du 22 janvier 1849 (tarif B) », est remplacée par la suivante : avoir compte ouvert au Banc d'épreuves depuis le 1^{er} janvier de l'année précédant celle de l'élection, et avoir contribué aux recettes du Banc pendant cette même année pour une somme au moins égale au 1/500 du total des comptes d'épreuves, déduction faite des épreuves d'armes de provenance étrangère.

Ce système est inspiré du désir de conserver autant que faire se peut, l'ancien corps électoral qui a fait ses preuves. Ainsi pour 1922, il donnerait le droit de vote à 60 fabricants sur les 144 ayant en compte ouvert en 1921.

* *

Un autre régime a été proposé par les intéressés.

Il consiste à donner une voix à chaque fabricant d'armes ayant un compte ouvert au banc d'épreuves, et à leur en accorder d'autres proportionnellement au montant de leur compte.

Ce serait une application, à la matière qui nous occupe, du système en vigueur pour les assemblées générales des sociétés anonymes, y compris la restriction en vertu de laquelle personne ne peut voter pour plus de $\frac{2}{5}$ des voix.

Voici quelles eussent été, selon ce régime, les listes des électeurs des syndies pendant les deux années 1920 et 1921 :

		1920	1921
Nombre total des fabricants d'armes ayant un compte ouvert au bancs d'épreuves . . .		<u>145</u>	<u>154</u>
Électeurs à 1 voix		108	120
Id.	2	14	15
Id.	3	5	8
Id.	4	3	1
Id.	5	5	3
Id.	6	6	2
Id.	7	2	1
Id.	9	0	1
Id.	13	0	1
Id.	14	1	0
Id.	15	1	0
Id.	16	0	2
		<u>257</u>	<u>266</u>

Nous donnons en annexe le texte de l'article 2, proposé par les intéressés, et organisant ce régime.

* * *

La Commission a amendé ce texte en limitant à 8 le nombre de voix qui pourront être attribuées à un même électeur. Le texte ainsi amendé a été admis à l'unanimité des membres présents. C'est celui que la Commission propose à la Chambre d'adopter. (Voir pp. 5 et 6.)

Le Gouvernement s'est rallié à cet amendement.

* * *

Reste le second point, qui a trait à la modification de l'article 11 de la loi. Aux termes de cet article, la vente des armes à feu importées de l'étranger est autorisée, sans nouvelle épreuve, lorsque ces armes portent le poinçon d'un Banc d'épreuves officiellement reconnu par le Gouvernement du pays de provenance.

Jadis la réciprocité était admise dans tous les pays où, comme en Belgique, l'épreuve officielle des armes est obligatoire. Mais en mai 1911, l'empire autro-hongrois modifia sa législation ⁽¹⁾ et refusa de permettre sur ses territoires la vente d'armes poinçonnées au Banc de Liège. Les négociations entreprises à cette époque avec ce pays pour obtenir le retour à l'ancien état de choses, restèrent vaines. Une Commission technique internationale des Bancs d'épreuves se réunit à Liège en 1911 et 1912, qui elabora un projet de Convention internationale pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu. Il fut signé le 15 juillet 1914 à Bruxelles par les représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Belgique. La guerre, survenant quinze jours plus tard, empêcha l'Autriche-Hongrie d'y adhérer.

(1) Voir à ce sujet l'Annexe II, note émanant du Banc d'épreuves de Liège.

Depuis la paix, aucun des États formés des débris de l'ancien Empire ne s'est encore décidé à abroger la législation austro-hongroise de 1914, en sorte que nos poinçons d'épreuves n'y sont pas officiellement reconnus; cependant que chez nous les poinçons des banes d'épreuves de Prague, de Weipert, de Vienne, de Ferlach et de Budapest continuent à être assimilés aux nôtres. A la faveur de ce privilège, les armes à feu importées d'Autriche, de Tchéco-Slovaquie ou de Hongrie pourraient inonder notre pays, et concurrencer les armes de fabrication belge d'autant plus gravement que les changes de ces pays sont plus dépréciés par rapport au franc.

Le nouvel article 11 donnera à notre Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour accepter les marques d'épreuves étrangères qui seront conformes aux conditions prévues par le projet d'accord international de 1914 et au besoin pour défendre notre industrie.

Le Rapporteur,
DAVID.

Le Président,
DE LIEDEKERKE.

**Amendement proposé par
la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

**Rédiger comme suit l'art. 2
de la loi du 24 mai 1888 :**

ART. 2. — La Commission administrative du Banc d'épreuves comprend un président et six syndics.

Le Bourgmestre de Liège est de droit président.

Les syndics doivent être de nationalité belge.

Il sont élus par les fabricants d'armes, particuliers ou sociétés *de la même nationalité*, ayant compte ouvert au Banc d'épreuves depuis le 1^{er} janvier de l'année précédant celle de l'élection *et ayant fait éprouver régulièrement pendant cette même année des armes de fabrication belge.*

L'élection des syndics a lieu au vote secret suivant des modalités qui seront réglées par arrêté royal.

**Amendement voorgesteld door
de Commissie.**

EERSTE ARTIKEL.

**Art. 2 der wet van 24 Mei
1888 te wijzigen als volgt :**

ART. 2. — Het Bestuur der Wapenproefbank bestaat uit een voorzitter en zes wapenmeesters.

De burgemeester van Luik is ambts-halve voorzitter er van.

De wapenmeesters moeten tot de Belgische nationaliteit behooren.

Zij worden gekozen door de wapenfabrikanten, bijzondere personen of vennootschappen van dezelfde nationaliteit, die, sedert 1 Januari van het jaar dat aan dit der verkiezing voorafgaat, een loopende rekening in de proefbank hebben en geregeld gedurende ditselfde jaar wapens van Belgisch maaksel deden beproeven.

De wapenmeesters worden gekozen bij geheime stemming op de bij Koninklijk besluit te bepalen wijzen.

La valeur moyenne des comptes d'épreuves pendant l'année précédant celle de l'élection sert de base à la détermination du nombre de voix attribué à chaque électeur. Cette valeur moyenne s'obtient en divisant le total des recettes d'épreuves du Banc pendant cette année par le nombre de fabricants ou de firmes ayant eu compte ouvert.

Chacun de ces fabricants ou firmes a droit à autant de voix que le montant de son compte d'épreuves de l'année précédente contient de fois la valeur moyenne ci-dessus définie plus une voix pour la partie décimale de ce quotient, si minime soit-elle.

Toutefois, le nombre de voix attribué à un même électeur ne peut dépasser huit.

Le mandat des syndics prend cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'élection; il a une durée de six ans.

Tous les deux ans, au mois de novembre, il est procédé au renouvellement du tiers des syndics.

En cas de vacances produites par décès, démissions ou autrement, il pourra être procédé à une élection spéciale; les syndics élus dans ces conditions achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Les syndics ne sont rééligibles qu'un an après leur sortie.

Les fonctions de syndics ne peuvent être remplies simultanément par deux ou plusieurs associés d'une même firme ou maison.

Les syndics élisent un vice-président dans le sein de la Commission.

De gemiddelde waarde van de proefrekeningen gedurende het jaar vóór dit der verkiezing dient ten grondslag aan de bepaling van het getal stemmen, aan elken kiezer toegekend. Om die gemiddelde waarde te bekomen, deelt men het geheel bedrag van de proefontvangsten der Bank gedurende dit jaar door het getal fabrikanten of firma's, die een loopende rekening hebben.

Elke fabrikant of firma heeft recht op even zooveel stemmen als de hierboven bepaalde gemiddelde waarde is begrepen in het bedrag zijner proefrekening van het voorgaande jaar, en bovendien op eene stem voor het decimaal gedeelte van dit quotiënt, hoe klein het ook zij.

Het getal stemmen toegekend aan eenen en denzelfden kiezer mag echter niet acht overschrijden.

Het lidmaatschap der wapenmeesters begint den 1^o Januari van het jaar, dat op hunne verkiezing volgt; het duurt zes jaar.

Om de twee jaar, in de maand November, wordt een derde der wapenmeesters vernieuwd.

Indien de betrekking van wapenmeester door sterfgeval, ontslag of anderszins openstaat, dan mag tot een tusschen-tijdsche verkiezing worden overgegaan; de onder die voorwaarden gekozen wapenmeesters voleinden het mandaat van deze, die zij vervangen.

De wapenmeesters zijn slechts herkiesbaar één jaar na hun aftreden.

De betrekking van wapenmeester mag niet gelijktijdig door twee of meer leden van eene en dezelfde vennootschap worden vervuld.

De wapenmeesters kiezen een onder-voorzitter in den schoot van de Commissie.

ANNEXE I.**ART. 2.**

La Commission administrative du Banc d'épreuves comprend un président et six syndics.

Le Bourgmestre de Liège est de droit président.

Les syndics doivent être de nationalité belge.

Ils sont élus par les fabricants d'armes, particuliers ou sociétés de la même nationalité, ayant compte ouvert au Banc d'épreuves depuis le 1^{er} janvier de l'année précédant celle de l'élection et ayant fait éprouver régulièrement pendant cette même année des armes de fabrication belge.

L'élection des syndics a lieu au vote secret suivant des modalités qui seront réglées par arrêté royal

La valeur moyenne des comptes d'épreuves pendant l'année précédant celle de l'élection sert de base à la détermination du nombre de voix attribué à chaque électeur. Cette valeur moyenne s'obtient en divisant le total des recettes d'épreuves du Banc pendant cette année par le nombre de fabricants ou de firmes ayant eu compte ouvert

Chacun de ces fabricants ou firmes a droit à autant de voix que contient d'unités la partie entière du quotient de son compte annuel d'épreuves d'armes belges par la valeur moyenne ci-dessus définie, plus une voix pour la partie décimale de ce quotient, si minime soit-elle. Toutefois le nombre de voix attribué à un même électeur ne peut dépasser le cinquième du nombre total des voix repris à la liste électorale, ni les deux cinquièmes des voix prenant part au vote.

Le mandat des syndics prends cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'élection; il a une durée de six ans.

Tous les deux ans au mois de novembre, il est procédé au renouvellement du tiers des syndics.

En cas de vacances produites par décès, démissions ou autrement, il pourra être procédé à une élection spéciale; les syndics élus dans ces conditions achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Les syndics ne sont rééligibles qu'un an après leur sortie.

Les fonctions de syndics ne peuvent être remplies simultanément par deux ou plusieurs associés d'une même firme ou maison.

Les syndics élisent un vice-président dans le sein de la Commission.

ANNEXE II.

QUESTION DE LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE

DES

Poinçons d'épreuve officielle des Bancs d'épreuves des Armes à feu de la République tchéco-slovaque et de Belgique.

Il se faisait, avant l'année 1914, un trafic considérable entre les centres armuriers tchèques de Prague et de Weipert d'une part et celui de Liège d'autre part. Dans chacune de ces trois villes existe un banc d'épreuve officiel des armes à feu, car dans l'ancien empire austro-hongrois, comme en Belgique, l'épreuve de toute arme à feu était obligatoire, en vertu de la loi du 23 juin 1891 (Moniteur des lois de l'Empire, n° 89), en Autriche-Hongrie, en vertu de la loi du 24 mai 1888 en Belgique.

L'arrêté impérial et royal du 9 novembre 1891 pris en exécution de la loi du 23 juin de la même année, s'exprimait comme suit :

« Les poinçons des Bancs d'épreuves étrangers, savoir ceux de Liège (en Belgique) et ceux de Saint-Étienne (en France) sont reconnus équivalents aux poinçons des Bancs d'épreuves du pays établis en vertu de la loi du 23 juin 1891.

» Les armes à feu portatives pourvues des poinçons prescrits par les Bancs d'épreuves de Liège et de Saint-Étienne ne sont soumises à aucune nouvelle épreuve dans les royaumes et pays représentés au Conseil de l'Empire. »

La Belgique, de son côté, accorda le bénéfice de la reconnaissance légale aux marques de Prague et de Weipert, en vertu de l'article 11 de la loi du 24 mai 1888. (Voir avis inséré à ce sujet au Moniteur Belge du 18 juin 1892, page 1815.)

Quand l'Allemagne à son tour organisa ses Bancs d'épreuves des armes à feu (arrêté du 22 juin 1892), elle ne voulut pas accorder à l'Autriche le bénéfice de la reconnaissance des marques des Bancs de Vienne, Prague, Weipert et Ferlach ; mais en 1909, ayant constaté le tort considérable causé à son commerce par cette intransigeance, elle profita du renouvellement du traité de commerce austro-

N. B. — La teneur de la présente note s'applique mot pour mot, à tous les États nés du démembrement de l'Empire Austro-Hongrois.

allemand pour mettre le Gouvernement de Vienne en demeure soit d'annuler le décret du 9 novembre 1891 reconnaissant les marques de Liège et de Saint-Étienne, soit d'étendre cette reconnaissance aux poinçons d'épreuve allemands.

Cette fois ce fut Vienne qui se montra intransigeante; en dépit des efforts combinés de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, l'Autriche préféra refuser à tous les Bancs d'épreuves étrangers le bénéfice de la reconnaissance légale et par ordonnance des Ministères des Travaux Publics, du Commerce, de l'Intérieur et des Finances du 27 mai 1911, le privilège dont jouissaient nos poinçons depuis 1891, fut aboli et une nouvelle épreuve imposée à toutes nos armes importées dans l'Empire.

En vue de mettre fin aussitôt que possible à pareil état de choses, si préjudiciable aux échanges commerciaux, le Gouvernement belge prit l'initiative de convoquer une Commission technique internationale des Bancs d'épreuves, qui se réunit à Liège en 1911 et en 1912 et dont les travaux aboutirent à la présentation d'un projet de Convention internationale pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuve des armes à feu.

Le 15 juillet 1914 cette convention fut signée à Bruxelles par la France, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne. La guerre, survenant quinze jours plus tard, empêcha sans doute l'Autriche-Hongrie d'y adhérer à son tour.

Aujourd'hui rien ne favoriserait davantage la reprise des relations commerciales des armuriers belges avec les centres armuriers de Prague et de Weipert et avec l'admirable région de chasse que constitue la République tchéco-slovaque, que la signature par cette dernière de la Convention internationale du 15 juillet 1914 et l'abrogation de la funeste ordonnance autrichienne du 27 mai 1911. Les Bancs d'épreuves des armes à feu de Prague, de Weipert et de Liège reprendraient ainsi avec joie leurs excellents rapports d'antan.

Liège, le 16 avril 1920.

(10)

(N^o 289)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MEI 1923.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 2 en 11 der wet van 24 Mei 1888 houdende regeling van den toestand der proefbank, te Luik ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **DAVID**.

MIJNE HEEREN,

Krachtens de wet van 24 Mei 1888, wordt de proefbank van Luik beheerd door een college van 6 wapenmeesters, tot heden toe benoemd door een kiezerskorps gekozen onder de wapenfabrikanten die het patentrecht betalen.

Hun mandaat duurde drie jaar. Twee onder hen werden elk jaar opnieuw benoemd. De jongste verkiezing had plaats in 1920.

Daar de nieuwe belastingwetten voor gevolg hadden dat de belasting op het patent werd afgeschaft, is het voortaan, ten gevolge van de vroegere dwalingen, onmogelijk de noodige kiezerslijsten voor het verkiezen van die wapenmeesters op te maken.

Het is dus noodzakelijk, onverwijld, de benoeming van de bestuurscommissie, waaraan het beheer van de proefbank wordt toevertrouwd, op nieuwe grondslagen te regelen.

Sedert lang reeds hebben de belanghebbenden en de Regeering zich met dien toestand beziggehouden.

*
* *
*

Alvorens de voorgestelde oplossing te onderzoeken, willen wij wijzen op een beginsel waarop de wetgever van 1888 steunde, en dat niet zonder belang is voor de quæstie die ons bezighoudt.

(1) Wetsontwerp, n^o 429 (1921-1922).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer DE LIEDEKERKE, bestond uit de heeren COLLEAUX, DAVID, DE LIEDEKERKE, FORTHOMME, HOEN, PIERCO, RAEMDONCK, RICHARD en TROCIET.

De kosten van de proefbank worden geheel gedragen door de wapenfabrikanten.

De Schatkist komt er niet tusschen. De kosten worden gedekt door hetgeen voor de proefnemingen wordt betaald.

Is er op het einde van het dienstjaar een overschot van ontvangsten, dan wordt dit terug uitgekeerd aan de belanghebbenden, in verhouding met hunne proefrekeningen. Is er een tekort, dan wordt dit door hen gedragen volgens denzelfden regel (art. 7, wet van 24 Mei 1888).

Uit deze bepaling kunnen wij reeds afleiden : dat de fabrikanten er belang bij hebben dat hunne wapenmeesters met zuinigheid het beheer waarnemen en geene onnoodige kosten doen.

*
* * *

Anderzijds, heeft deze inrichting, die aanvankelijk alleen voor doel had aan de koopers van vuurwapens waarborgen van zekerheid te bieden, door de proefnemingen die zij inrichtte, achteraf zelf een tweede niet minder belangrijke taak op zich genomen.

Dank zij den ondernemingsgeest en het vernuft zijner bestuurders, werd er een laboratorium bijgevoegd; evenals een bureau voor proefnemingen en voor de ballistiek, ook werden bijzondere wetenschappelijke justheidsinstrumenten aangekocht, waardoor alle soorten van studiën en proefnemingen kunnen gedaan worden.

Zoo hebben de wapenfabrikanten te hunner beschikking instrumenten die zij zich afzonderlijk niet hadden kunnen aanschaffen, en die hun het ontdekken of toepassen van talrijke verbeteringen vergemakkelijken, en zoo ook helpt de proefbank mede én aan den vooruitgang van de wetenschap én aan dien van de wapennijverheid.

De Luiksche wapennijverheid is voorzeker aan deze instelling een deel van haar grooten naam verschuldigd.

Om ze op dit peil te brengen en te behouden, moeten de Luiksche wapenfabrikanten opofferingen en uitgaven doen waarvan het nut niet altijd dadelijk voor iedereen in 't oog springt.

*
* * *

De keuze van de wapenmeesters zal dus onvermijdelijk beïnvloed worden door twee tegen elkaar strijdende belangen : eenerzijds, verlangt men bestuurders die spaarzaam met het geld van allen omgaan, en die, anderzijds, de noodige uitgaven doen die tot verbetering van de nijverheid kunnen bijdragen. Men moet dus mannen kiezen die in de juiste maat rekening weten te houden met deze twee strekkingen.

Te dien aanzien is de wijze van ze aan te duiden niet zonder invloed.

De Commissies gekozen volgens het in zwang zijnde stelsel, namelijk bij beperkt stemrecht (57 kiezers op 153 fabrikanten), heeft aller goedkeuring weggedragen.

Er heerschte, ten andere, altijd de beste verstandhouding onder de fabrikanten, die er zorg voor droegen aan hun hoofd vertegenwoordigers te stellen van de bijzonderste specialiteiten hunner nijverheid.

Krachtens eene oude gewoonte, werden namelijk teeds twee zetels voorbehouden aan de vertegenwoordigers der onaanzienlijke fabrikanten.

* *

De wet van 24 Mei 1888 bepaalde geen enkel vereischte van verkiesbaarheid tot het ambt van wapenmeester bij de Proefbank voor vuurwapens; dit ontwerp stelt een vereischte, namelijk : « van Belgische nationaliteit zijn » ten einde alle mogelijke vreemde inmenging te weren.

* *

Hetzelfde vereischte wordt gesteld aan de kiezers der wapenmeesters.

Daarenboven wordt het kiesrecht verleend aan de wapenfabrikanten van gansch het land en niet meer alleen aan de fabrikanten die in het arrondissement Luik gevestigd zijn.

Het vereischte dat eertijds aan de fabrikanten werd gesteld om kiezer te zijn : « krachtens het patentrecht gerangschikt zijn bij de eerste negen klassen door de wet van 22 Januari 1849 bepaald (tarief B) » wordt vervangen door de volgende : eene loopende rekening bij de Proefbank hebben sedert 1 Januari van het jaar dat dit der verkiezing voorafgaat, en gedurende ditzelfde jaar in de ontvangsten der Bank bijdragen te hebben gestort ten minste tot beloop van $\frac{1}{500}$ der geheele proefrekening, na aftrek der proeven van wapens van vreemde herkomst.

Deze regeling gaat uit van het verlangen om het vroegere kiezerskorps, dat zijne proeven heeft geleverd, zoo veel mogelijk te handhaven. Aldus zou, voor 1922, het kiesrecht worden verleend aan 60 fabrikanten op de 144 die in 1921 eene loopende rekening hadden.

* *

Eene andere regeling werd door de betrokken personen voorgesteld.

Krachtens dit stelsel, zou eene stem worden verleend aan elken wapenfabrikant die eene loopende rekening bij de Proefbank heeft, met voorbehoud van meer stemmen in verhouding tot het beloop van hunne rekening.

Dit ware in deze zaak eene toepassing van het stelsel dat in voege is bij de algemeene vergaderingen der naamlooze vennootschappen, met inbegrip van de beperking krachtens dewelke niemand meer stemmen mag uitbrengen dan de twee vijfde van het geheel getal stemmen.

Ziehier welke, volgens dit stelsel, gedurende de jaren 1920 en 1921, de lijsten der kiezers voor de wapenmeesters, zouden geweest zijn :

		1920	1921
Gezamenlijk getal der wapenfabrikanten die bij de proefbanken een loopende rekening bezitten		145	154
Kiezers met 1 stem		108	120
Id. 2		14	15
Id. 3		5	8
Id. 4		3	1
Id. 5		5	3
Id. 6		6	2
Id. 7		2	1
Id. 9		0	1
Id. 13		0	1
Id. 14		1	0
Id. 15		1	0
Id. 16		0	2
		257	266

Als bijlage, geven wij den tekst van artikel 2, door de belanghebbenden voorgesteld, en waarbij deze regeling wordt ingericht.

De Commissie heeft dezen tekst gewijzigd en tot 8 het getal stemmen beperkt, welke aan een zelfden kiezer kunnen toegekend worden. De aldus gewijzigde tekst werd door al de aanwezige leden aangenomen. Het is die tekst welke de Commissie aan de Kamer vraagt goed te keuren. (Zie blz. 5 en 6.)

De Regeering heeft zich bij dit amendement aangesloten.

. . .

Blijft het tweede punt, betrekking hebbende op de wijziging van artikel 11 der wet. Naar luid van dit artikel is de verkoop van uit den vreemde ingevoerde wapens toegelaten zonder nieuwe keuring, wanneer deze wapens het keurmerk dragen eener officieele proefbank die door de Regeering van het herkomstige land erkend is.

Eertijds was de wederkeerigheid aangenomen in al de landen waar, evenals in België, de officieele keuring der wapens verplichtend is. Doch in Mei 1911, wijzigde het Oostenrijksch-Hongaarsch keizerrijk zijne wetgeving ⁽¹⁾ en weigerde op zijn grondgebied door de Proefbank van Luik gekeurmerkte wapens te laten verkoopen. De destijds ondernomen onderhandelingen met dit land, om tot den ouden staat van zaken te mogen terugkeeren, bleven vruchteloos. Eene Internationale technische Commissie der Proefbanken vergaderde te Luik in 1911 en 1912; deze stelde een ontwerp op van internationale overeenkomst voor de wederzijdsche erkenning der officieele keurmerken van de vuurwapens. Zij werd den 15^e Juli 1914 te Brussel onderteekend door de vertegenwoordigers van Frankrijk, Italië, Duitschland en België. De oorlog, die veertien dagen nadien uitbrak, belette Oostenrijk-Hongarije van toe te treden.

(1) Zie dienaangaande de nota onder bijlage II, welke nota uitgaat van de Proefbank te Luik.

Sedert den vrede, kwam geen enkel der staten, gevormd van de brokstukken van het voormalige keizerrijk, er toe de Oostenrijksch-Hongaarsche wetgeving van 1911 in te trekken, zoodat onze keurmerken er niet officieel erkend worden; terwijl bij ons de keurmerken der Proefbanken van Praag, Weipert, Weenen, Ferlach en Budapest aan de onze gelijkgesteld blijven. Dank zij dit voorrecht, zouden de uit Oostenrijk, Tsjeko-Slowakije of Hongarije ingevoerde vuurwapens ons land kunnen overstroomen en concurrentie doen aan de wapens van Belgisch fabrikaat, welke concurrentie des te erger zou zijn, daar de wissel in deze landen lager staat ten opzichte van onzen frank.

Het nieuw artikel 11 zal aan onze Regeering de noodige macht geven om de vreemde keurmerken te erkennen, welke zullen strooken met de vereischten voorzien door het ontwerp van internationale overeenkomst van 1914 en, zoo noodig, om onze nijverheid te beschermen.

De Verslaggever,

DAVID.

De Voorzitter,

DE LIEDEKERKE.

**Amendement proposé par
la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

**Rédiger comme suit l'art. 2
de la loi du 24 mai 1888 :**

ART. 2. — La Commission administrative du Banc d'épreuves comprend un président et six syndics.

Le Bourgmestre de Liège est de droit président.

Les syndics doivent être de nationalité belge.

Il sont élus par les fabricants d'armes, particuliers ou sociétés *de la même nationalité*, ayant compte ouvert au Banc d'épreuves depuis le 1^{er} janvier de l'année précédant celle de l'élection *et ayant fait éprouver régulièrement pendant cette même année des armes de fabrication belge.*

L'élection des syndics a lieu au vote secret suivant des modalités qui seront réglées par arrêté royal.

**Amendement voorgesteld door
de Commissie.**

EERSTE ARTIKEL.

**Art. 2 der wet van 24 Mei
1888 te wijzigen als volgt :**

ART. 2. — Het Bestuur der Wapenproefbank bestaat uit een voorzitter en zes wapenmeesters.

De burgemeester van Luik is ambts-halve voorzitter er van.

De wapenmeesters moeten tot de Belgische nationaliteit behooren.

Zij worden gekozen door de wapenfabrikanten, bijzondere personen of vennootschappen *van dezelfde nationaliteit*, die, sedert 1 Januari van het jaar dat aan dit der verkiezing voorafgaat, een loopende rekening in de proefbank hebben en *geregeld gedurende ditselfde jaar wapens van Belgisch maaksel deden beproeven.*

De wapenmeesters worden gekozen bij geheime stemming op de bij Koninklijk besluit te bepalen wijzen.

La valeur moyenne des comptes d'épreuves pendant l'année précédant celle de l'élection sert de base à la détermination du nombre de voix attribué à chaque électeur. Cette valeur moyenne s'obtient en divisant le total des recettes d'épreuves du Banc pendant cette année par le nombre de fabricants ou de firmes ayant eu compte ouvert.

Chacun de ces fabricants ou firmes a droit à autant de voix que le montant de son compte d'épreuves de l'année précédente contient de fois la valeur moyenne ci-dessus définie plus une voix pour la partie décimale de ce quotient, si minime soit-elle.

Toutefois, le nombre de voix attribué à un même électeur ne peut dépasser huit.

Le mandat des syndics prend cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'élection; il a une durée de six ans.

Tous les deux ans, au mois de novembre, il est procédé au renouvellement du tiers des syndics.

En cas de vacances produites par décès, démissions ou autrement, il pourra être procédé à une élection spéciale; les syndics élus dans ces conditions achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Les syndics ne sont rééligibles qu'un an après leur sortie.

Les fonctions de syndics ne peuvent être remplies simultanément par deux ou plusieurs associés d'une même firme ou maison.

Les syndics élisent un vice-président dans le sein de la Commission.

De gemiddelde waarde van de proefrekeningen gedurende het jaar vóór dit der verkiezing dient ten grondslag aan de bepaling van het getal stemmen, aan elken kiezer toegekend. Om die gemiddelde waarde te bekomen, deelt men het geheel bedrag van de proefontvangsten der Bank gedurende dit jaar door het getal fabrikanten of firma's, die een loopende rekening hebben.

Elke fabrikant of firma heeft recht op even zooveel stemmen als de hierboven bepaalde gemiddelde waarde is begrepen in het bedrag zijner proefrekening van het voorgaande jaar, en bovendien op eene stem voor het decimaal gedeelte van dit quotiënt, hoe klein het ook zij.

Het getal stemmen toegekend aan eenen en denzelfden kiezer mag echter niet acht overschrijden.

Het lidmaatschap der wapenmeesters begint den 1^{en} Januari van het jaar, dat op hunne verkiezing volgt; het duurt zes jaar.

Om de twee jaar, in de maand November, wordt een derde der wapenmeesters vernieuwd.

Indien de betrekking van wapenmeester door sterfgeval, ontslag of anderszins openstaat, dan mag tot een tusschenrijdsche verkiezing worden overgegaan; de onder die voorwaarden gekozen wapenmeesters voleinden het mandaat van deze, die zij vervangen.

De wapenmeesters zijn slechts herkiesbaar één jaar na hun aftreden.

De betrekking van wapenmeester mag niet gelijktijdig door twee of meer leden van eene en dezelfde vennootschap worden vervuld.

De wapenmeesters kiezen een ondervoorzitter in den schoot van de Commissie.

BIJLAGE I.

ART. 2.

Het Bestuur der Wapenproefbank bestaat uit een Voorzitter en zes wapenmeesters.

De Burgemeester van Luik is ambtshalve voorzitter er van.

De wapenmeesters worden gekozen door de wapenfabrikanten, bijzondere personen of vennootschappen, die, sedert 1 Januari van het jaar, welk aan dat der verkiezing voorafgaat, een rekening in de proefbank hebben, en wier proefrekening voor bedoeld jaar — het beproeven van wapens van vreemde herkomst niet inbegrepen — loopt tot minstens $\frac{1}{300}^o$ der gezamenlijke jaarlijksche bedragen, wegens beproevingen door de Bank geïnd.

De wapenmeesters en de wapenfabrikanten, die ze kiezen, moeten van Belgische nationaliteit zijn.

De wapenmeesters worden gekozen bij geheime stemming overeenkomstig de bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden.

Het lidmaatschap der wapenmeesters begint den 1^{er} Januari van het jaar, dat op hun verkiezing volgt; het duurt zes (6) jaar.

Om de twee jaar, in de maand November, wordt een derde der wapenmeesters vernieuwd.

Indien de betrekking van wapenmeester door sterfgeval, ontslag of anderszins openstaat, dan mag er tot een tusschentijdsche verkiezing worden overgegaan; de onder die voorwaarden gekozen wapenmeesters voleinden het lidmaatschap van dezen, die ze vervangen.

De wapenmeesters zijn slechts herkiesbaar één jaar na hun aftreden.

De betrekking van wapenmeester mag niet gelijktijdig door twee of meer leden van een zelfde vennootschap worden vervuld.

De wapenmeesters kiezen een ondervoorzitter in den schoot van het bestuur.

BIJLAGE II.

HET VRAAGSTUK VAN DE WEDERZIJDSCHE ERKENNING

DER

officieele Keurmerken van de Proefbanken voor Vuurwapens

van de Republiek van Tsjecho-Slowakije en van België.

Vóór 1914 bestond er tusschen de Tsjeksche wapenfabrieken van Praag en Weipert, eenerzijds, en deze van Luik, anderzijds, een zeer druk handelsverkeer. In elke van deze drie steden bevond zich eene officieele proefbank voor vuurwapens, want in het vroegere Oostenrijksch-Hongaarsche rijk, evenals in België, was de proef voor alle vuurwapens verplichtend, krachtens de wet van 23 Juni 1891 (Officieel blad van de Rijkswetten, n^o 89), in Oostenrijk-Hongarije, krachtens de wet van 24 Mei 1888, in België.

Het Keizerlijk en Koninklijk besluit van 9 November 1891, ter uitvoerlegging der wet van 23 Juni van hetzelfde jaar, zegt :

« De keurmerken van de buitenlandsche Proefbanken, namelijk die van Luik (in België) en die van Saint-Etienne (in Frankrijk) worden erkend als gelijkwaardig met de keurmerken der Proefbanken van het land, zooals vastgesteld krachtens de wet van 23 Juni 1891.

» De draagbare vuurwapens voorzien van de keurmerken opgelegd door de Proefbanken van Luik en Saint-Etienne worden niet aan eene nieuwe proef onderworpen in de vorstendommen en landen vertegenwoordigd in den Rijksraad ».

België schonk, zijnerzijds, de wettige erkenning aan de keurmerken van Praag en Weipert, krachtens artikel 11 der wet van 24 Mei 1888 (cfr. het bericht daaromtrent in het Staatsblad van 18 Juni 1892, bl. 1815).

Toen Duitschland op zijn beurt zijne Proefbanken voor vuurwapens inrichtte (besluit van 22 Juni 1892), wou het aan Oostenrijk niet het voordeel toestaan van de erkenning der merken van de Banken van Weenen, Praag, Weipert en Ferlach; maar toen Duitschland in 1909 vaststelde hoe schadelijk zijne weigerende houding was voor zijn eigen handel, maakte het gebruik van de hernieuwing van het Oostenrijksch-Duitsch handelstractaat, om de Regeering te Weenen voor

N. B. — De inhoud van deze nota is woord voor woord toepasselijk op al de Staten gesproken uit de uiteenbrokking van het Oostenrijksch-Hongaarsche Rijk.

de keuze te stellen het decreet van 9 November 1891, waarbij de merken van Luik en Saint-Etienne worden erkend, te verbreken, of deze erkenning uit te breiden tot de Duitsche keurmerken.

Ditmaal was het Weenen dat zich onhandelbaar toonde; ondanks de vereenigde pogingen van Duitschland, Frankrijk en België, verkoos Oostenrijk aan al de vreemde Proefbanken de wettelijke erkenning te weigeren en, bij verordening van de onderscheidenlijke Ministeries van Openbare Werken, Koophandel, Binnenlandsche Zaken en Financiën, dd. 27 Mei 1911, werd het voorrecht dat onze keurmerken sedert 1891 genoten, afgeschaft en een nieuwe maatregel opgelegd aan al onze in het Keizerrijk ingevoerde wapens.

Ten einde zoodra mogelijk een einde te stellen aan een toestand zoo schadelijk voor de handelsomruilingen, nam de Belgische Regeering het initiatief om eene internationale technische Commissie voor de Proefbanken bijeen te roepen. Deze Commissie vergaderde te Luik in 1911 en in 1912 en hare werkzaamheden hadden tot gevolg: de indiening van een ontwerp van internationale Overeenkomst voor de wederzijdsche erkenning der officieele keurmerken van de vuurwapens.

Op 15 Juli 1914, werd deze Overeenkomst geteekend, te Brussel, door Frankrijk, Italië, België en Duitschland. De oorlog, die veertien dagen nadien uitbrak, belette ongetwijfeld Oostenrijk-Hongarijë op zijne beurt toe te treden.

Thans zou niets beter de herneming van de handelsbetrekkingen der Belgische wapenmakers met de wapenfabrikanten van Praag en Weipert, alsmede met de schoone jachtstreek, welke de Tsjeko-Slowaksche Republiek uitmaakt, kunnen bevoordeelen dan de onderteekening, door deze laatste, van de internationale Overeenkomst van 15 Juli 1914 en de intrekking van de schadelijke Oostenrijksche verordening van 27 Mei 1911. De Praagsche, Weipertsche en Luiksche Proefbanken voor vuurwapens zouden alzoo met vreugde hunne uitmuntende vroegere betrekkingen kunnen hernemen.

Luik, 16 April 1920.
